

Ici, Ensemble

Le Journal de ceux qui veulent le Pays pour tous

Prix : 1 €

~ Editorial ~

Pour des groupes de travail qui se lient et enquêtent auprès des gens menacés de délogement et de déplacement forcé.

Le texte qui suit a été l'enjeu d'une rencontre qui s'est tenue le 19 Juin. Les propositions faites sont, bien sûr, toujours d'actualité.

Nous faisons cette proposition à tous ceux qui s'interrogent, tâtonnent, cherchent dans le sens d'un " *Qu'est-il possible aujourd'hui de faire, qu'est-ce que je peux faire, du point de ce qui arrive aux gens et non du point de l'Etat et de ses injonctions ? Quelle capacité, singulière et collective, mettre en œuvre pour transformer la situation du point d'un "pour tous" ?* "

" Comment se mettre au travail dans cette perspective ? "

1) Quel travail ?

Notre proposition est de constituer, sur des bases définies ensemble, des groupes de travail autour de ce qu'on appelle couramment *la question du logement*.

Cette question touche de manière importante à la vie d'une grande partie des habitants de ce pays, en particulier ceux qui vivent dans ce qu'on appelle les "quartiers" ou les "grands ensembles".

Les destructions d'immeubles en bon état, les délogements forcés de familles, le déplacement des gens concernés indépendamment de leur volonté de rester ou de partir, constituent aujourd'hui un élément central, incontournable, de cette question

- à la fois quant à ce que cela signifie de mépris, d'arrogance, de violence de la part des responsables politiques, des « experts » en urbanisme et des idéologues de la « ville nouvelle » ;
- et à la fois **comme nécessité et urgence pour les gens concernés à se mettre en capacité d'affirmer ce qu'ils veulent pour eux, leur quartier, leur vie, leur ville.** Ces points s'adressent aussi à tous ceux qui veulent se mêler de cette affaire.

Les groupes de travail que nous proposons peuvent, à travers l'enquête sur des situations précises, permettre aux habitants de formuler ce qu'ils ont à dire sur le sort qui leur est fait et ce qu'ils en pensent, de récolter ces paroles, ces affirmations, de les faire circuler pour que d'autres s'en emparent et y réagissent...

Se lier, à partir de telles situations, à des gens qui y sont affrontés permet de renouer avec un rapport au réel et aux possibilités de sa transformation.

2) Sur quoi adosser ce travail ?

- Autour de l'affirmation «*Nous ne sommes pas de la poussière*» des batailles, des réunions, des discussions, des initiatives sont prises depuis plusieurs mois par des habitants du quartier de la Reynerie à Toulouse. Ce travail est fait par des gens qui ne veulent pas que la Mairie, la Préfecture, les HLM décident pour eux où et comment ils doivent vivre.

Des choses sont dites par les habitants eux-mêmes (voir sur le site : <http://>

www.ouvriersgensdici.net/IMG/pdf/appel_quartiers.pdf). Cela peut donner matière à réflexions et discussions dans d'autres lieux où se jouent les mêmes questions. Le GPV (grand projet de ville) avec ses lots de destructions et de déplacements forcés a lieu dans la plupart des grands quartiers de Toulouse : Mirail, Empalot, Izards, Bagatelle... Le terrain d'enquête auprès des gens est vaste.

- Ce travail ne peut se mener que si nous faisons en sorte que l'Etat, le pouvoir, ne soit ni pensé ni pratiqué comme un but ou comme un obstacle : l'enjeu essentiel est de dégager et mettre en évidence ce que pensent des habitants, et de se demander s'il est possible d'en faire capacité, puissance pour transformer la situation.
- Il ne s'agit pas là de faire «coller» ce qu'on pense soi-même à ces situations où des gens essaient de se constituer, mais bien de savoir s'interroger et interroger la situation à partir d'affirmations formulées, de paroles dites et pratiquées.

On le voit bien, cette proposition de travail n'est pas la proposition d'une énième posture à tenir comme c'est de mode aujourd'hui : il ne s'agit pas de formuler un discours généraliste et "systémique" autour d'un "autre monde", où la critique convenue du capitalisme vaut pour "proposition" d'action et de pensée.

Il ne s'agit pas de participer de cette rente de situations où le discours « néo-révolutionnaire » s'alimente de lui-même, **mais d'accompagner, pas à pas, situation par situation, un possible qui soit pensé, maîtrisé, mis en place avec tous ceux qui, en prise dans ces situations, veulent exister et faire sortir ce qu'ils ont à dire.**

Puissance des gens et réelle distance à l'Etat ne peuvent exister qu'à ce prix là.

***Démolir les bâtiments,
c'est aussi démolir les habitants.***

***Notre travail pour la rénovation,
contre la démolition, participe de l'intérêt général.***

Le texte qui suit synthétise une discussion entre plusieurs personnes qui participent au travail contre les démolitions d'immeubles programmées par le GPV (Grand Projet de Ville) et particulièrement la démolition annoncée de l'immeuble Messenger. Il s'agit d'un moment de bilan, après deux mois de travail ensemble.

L'immeuble Messenger est une copropriété dont le bailleur social "Les Chalets" possède la moitié des appartements, l'autre moitié appartenant à des propriétaires privés, résidents ou bailleurs. Les Chalets ont commencé à racheter des appartements privés, ils font pression sur les locataires pour qu'ils partent et scellent les appartements libérés.

Karine : La façon dont je l'ai vécu, quand ça a été annoncé, pour moi, c'était de la sidération. J'ai demandé pourquoi. "Parce que c'est nécessaire, c'est l'intérêt général. Il faut démolir l'immeuble pour aérer le quartier." Voilà la réponse.

Ce GPV nous tombe sur la tête alors qu'on a des vies à mener, toute une problématique du quotidien, le boulot, les enfants... Ils jouent là-dessus, sur la fatigue, la dureté des choses. Pour beaucoup de propriétaires comme moi, on en a été malades. C'est un sentiment de mal-être qui s'installe profondément : "On ne peut rien faire. Est-ce qu'on peut changer le destin ?"

Il m'a fallu un an et demi avant de pouvoir réagir. Maintenant, ça va mieux. A

l'époque, mon seul espoir, c'était de pouvoir aller devant le juge des expropriations.

Le déclic, c'est le travail avec vous, de voir qu'on n'est pas seul. Il y a l'exemple de l'immeuble Glück (voir "Ici, Ensemble" 26), où les habitants qui devaient être délogés ont gagné de rester, ça montre qu'on peut faire face, changer une décision.

Jean-Louis : A Glück aussi, le point de bascule c'est quand les gens se sont parlé, ont discuté entre eux ; ils se sont alors aperçus qu'ils n'étaient pas les seuls à ne pas vouloir partir et à penser comme ça sur la démolition. Quand on a fait le porte à porte à Auriacombe après, Sonia par

exemple, la première chose qu'elle a dite c'est : "Je croyais que j'étais la seule à penser comme ça !". Discuter, en parler, c'est vraiment la première chose à faire.

Karine : L'exemple de Sonia, c'est le cas de pas mal de personnes. Il y a une crispation, mais dès qu'on commence à expliquer, les gens respirent, ils sont libérés, c'est comme une bouffée d'oxygène.

Anne : Cette situation nous déstabilise très fortement, cela touche au moral et au physique, et le fait d'en parler, de se regrouper ensemble, nous libère.

A travers ça, on peut construire quelque chose. Une des premières choses qu'on a dites aux décideurs de la démolition : "C'est nous que vous allez démolir". Cette phrase, elle m'est venue comme ça, de suite. Se réunir, parler, c'est constructif. Pas à pas, on avance.

Karine : Ça donne espoir

Anne : Ça apaise

Khalid : C'est une expérience très importante. Certains parmi nous, des jeunes en particulier, reviennent de loin. Le fait qu'ils intègrent le groupe pour faire un travail au niveau de leur habitation, leur donne de l'espoir, cela montre que c'est faisable. Dans le groupe, nous avons un jeune qui parle beaucoup autour de lui, qui s'implique beaucoup. D'autres vont forcément venir, il faut attendre.

Mais ce travail de lien est essentiel. Si on prend par exemple la question des dealers dans le hall, c'est un vrai problème. Beaucoup de gens ne souhaitent pas réellement partir, mais à cause de ça, ils craignent pour leurs enfants, et pour les préserver, ils veulent quitter l'immeuble. Lors des permanences, les dealers n'étaient pas hostiles, mais quand même on les dérangeait.

On en a parlé entre nous. On ne voulait pas le traiter par le recours à la police, parce que c'est inefficace et ça ne fait qu'exacerber les tensions, avec la peur des représailles. Leur faire la morale ne sert à rien non plus, mais en discutant, on a trouvé un argument que les dealers peuvent entendre, un argument pour des commerçants : c'est que eux non plus n'ont pas intérêt à la démolition, parce que ça va les obliger à trouver un nouveau lieu pour leur commerce, et les autres lieux, ils sont déjà tous occupés ! On a commencé à discuter là-dessus.

Un soir, en rentrant de la prière, on les a trouvés dans le hall, et on leur a dit qu'ils nous dérangeaient, qu'ils font fuir les habitants et que ce n'est pas leur intérêt. On leur a demandé d'aller faire leur commerce à l'extérieur, là où ils ne dérangent pas. Ils ont parlé avec un jeune du groupe, d'autres personnes sont aussi

intervenues pour leur faire comprendre que leur présence gêne les habitants, les pousse à partir, et certains se sont dit qu'eux aussi ont beaucoup à perdre avec la démolition. Depuis, ils ne squattent plus le hall. C'est une très grande avancée.

On ne dit pas que c'est gagné pour toujours, on n'a pas encore établi un vrai dialogue, mais c'est un début.

Les gens des HLM commencent à s'inquiéter de notre action, ils disent aux habitants de ne pas nous écouter, que de toute façon l'immeuble sera démoli ; ils leur font peur, et c'est important de continuer à dire que c'est faux, que rien n'est décidé, et de bien donner les consignes pour permettre aux gens de savoir comment se comporter face aux Chalets, comme on l'a fait dans **le guide de l'habitant**. A la dernière permanence, quelqu'un est arrivé avec la convocation des Chalets, en demandant : "Est-ce que je peux faire quelque chose ?" Et on a pu lui répondre.

"Les HLM et la Mairie justifient leur choix par le souci de l'intérêt général, mais qui représente l'intérêt général ? Nous priver de nos logements, c'est l'intérêt général de qui ?"

Marcel : A la dernière permanence, il y avait deux types de réflexions : des gens qui disaient : “C’est le pot de terre contre le pot de fer, les autorités ont la loi pour eux” ; ils partaient battus. Mais en discutant, certains comprenaient qu’il s’agit d’un choix politique, d’une certaine conception de la ville, de la place des plus modestes, des plus précaires, dans la ville. Le choix de la mairie, de la préfecture c’est la démolition et le déplacement des familles, mais ce n’est pas une fatalité, ils peuvent faire un autre choix, à condition qu’on y travaille.

Le deuxième type de débat était avec des gens qui disaient vouloir quitter l’immeuble. A la question pourquoi, ils avançaient des raisons réelles : par exemple, une famille avec un enfant handicapé de 11 ans, qui habite en étage, et demande depuis plusieurs années un appartement en coursive dans l’immeuble. Ils veulent partir pour un appartement de plein pied.

Une autre famille habite un T3 avec 5 enfants et demande un logement plus grand. Une autre est locataire d’un propriétaire bailleur, et voudrait un appartement HLM parce qu’elle ne peut plus payer le loyer plus élevé.

Toutes ces familles, en fait, veulent quitter leur logement, mais ne veulent pas réellement quitter l’immeuble et le quartier. Ils ont tous fait des demandes HLM, qui ont été ignorées, et dans le même temps, dans l’immeuble Messenger, les Chalets murent des appartements qui conviendraient à ces familles, les obligeant à rester mal logées. Il faut quand même rappeler que les Chalets sont des bailleurs sociaux, qui se permettent de faire leur publicité avec le slogan : “L’humain au coeur de l’habitat” ! Mais peut-être que pour eux les familles de personnes handicapées, nombreuses, à revenus modestes.... ne font pas partie de l’humanité ?

A ces personnes, on a proposé de s’inscrire sur la liste des demandeurs HLM qui acceptent un logement à Messenger. On va rapidement rencontrer les Chalets sur ce point, et demander la réouverture des appartements murés et leur affectation à des familles, y compris de Messenger, qui en ont besoin.

Ils justifient leur choix par le souci de l’intérêt général, mais qui représente l’intérêt général ?

Karine : Nous priver de nos logements, c’est l’intérêt général de qui ? Nous, on ne fait pas partie de l’intérêt général, on n’est pas comptés là-dedans.

Jean- Louis : les gens prioritaires c’est ceux qui y habitent, qui y vivent. Comment ils déterminent l’intérêt général ? Il y a eu une enquête “sociale”. Mais il n’y a pas eu une enquête auprès des habitants pour savoir ce qu’ils pensent, s’ils veulent partir ou rester, et pourquoi. Parce que l’enquête sociale, ils l’ont faite, et elle dit dans le rapport qu’il y a trop d’habitants à Messenger proches du seuil de pauvreté ou en-dessous. Et ils veulent mettre d’autres locataires dans le quartier, avec plus de revenus.

Déjà le porte à porte que nous avons fait montre que la grande majorité des gens veulent rester dans leur logement, et si ce n’était pas possible rester dans le quartier. Les responsables des bailleurs et de la mairie nous l’ont dit : leur objectif réel c’est de changer la population du quartier.

Karine : Franchement, c’est violent !

Jean- Louis : Ils font le constat d’une grande pauvreté qui s’installe et cela leur fait peur. Ils cherchent à éparpiller les pauvres, à les parsemer mais cela leur est difficile, parce qu’en ville, d’autres habitants se mobilisent pour refuser les logements sociaux près de chez eux. D’ailleurs Moudenc, le nouveau maire, a dit qu’il arrêterait la construction de logements sociaux dans les petits immeubles.

Karine : Ils envoient la misère au loin, et ne font rien pour aider les gens, au contraire.

Jean- Louis : On commence à voir circuler des idées pour organiser l’exil de certaines populations et la séparation : par exemple, il y a eu plusieurs articles sur les logements sociaux vides dans des petites villes aux alentours, comme Pamiers, où “ces populations” comme ils disent trouveraient à se loger à moindre frais. Mais ils ne se demandent pas une seconde pourquoi ces logements sociaux sont vides, pourquoi les

gens de Pamiers partent sur Toulouse, là où il y a du travail alors que dans l'Ariège tout ferme. Et après ils vont faire des développements sur "regardez, ils sont assistés".

Anne : Ici, les gens travaillent souvent au jour le jour, ou quelques heures par jour, et ils peuvent le faire parce qu'ils sont en ville. Par exemple, beaucoup de femmes font des ménages, ou travaillent chez des particuliers. Si elles habitaient à Pamiers, ou même loin du métro, elles ne pourraient plus. On ne se rend pas compte, mais il faut avoir des moyens pour vivre à la campagne.

Jean-Louis : Ils constatent une proportion importante de ménages pauvres, leur seule solution : détruire, au risque de condamner toutes ces familles à la misère, en les éloignant de la ville, des agences d'intérim, des transports en commun, des solidarités qui permettent de passer les mauvais caps, et en les mettant en difficulté avec un budget logement trop élevé. Une dame nous le disait : "Ici, je paie l'eau et le chauffage collectif tous les mois avec le loyer. Si je change, même si je garde le même loyer, je n'aurai pas les mêmes charges, parce que maintenant, partout c'est le chauffage électrique, alors qu'ici on est chauffés par les poubelles, c'est moins cher. Je ne pourrai pas payer par mois, j'aurai du mal pour faire mon budget."

Le logement, c'est le dernier rempart contre la grande misère, et déstabiliser sur cette question des familles déjà en difficulté financière, je n'appelle pas ça l'intérêt général.

L'intérêt général, ce serait de réfléchir à des propositions qui permettent aux familles de sortir la tête de l'eau. de s'appuyer sur des principes qui portent "un pour tous" : logements, droits, respect.

Quand ils avancent l'argument de l'intérêt général, c'est pour justifier leur façon de faire, sans tenir le moindre compte de ce que veulent réellement les gens. Ils

décident eux de ce qui est bien pour les gens, et ils appellent cela l'intérêt général. Nous devons réfléchir à ce qu'est un véritable intérêt général, c'est-à-dire une politique publique qui va dans le sens de répondre aux besoins des gens, de tous.

L'intérêt général ne peut se décider qu'à partir de ce que les gens veulent, disent, affirment, en tenant compte de tous. Détruire des logements en bon état ne peut pas aller dans le sens d'un intérêt général, surtout en période de crise, de restriction, de manque de travail.

Un exemple : ils expliquent dans leur rapport qu'il faut démolir Messenger parce que c'est l'entrée du quartier, et que, du haut des coursives, des guetteurs voient arriver la police, etc...

Et ils appellent ça l'intérêt général ! Mais si la police ne peut pas intervenir dans le

quartier, si elle est en difficulté, c'est quand même pour autre chose ! En quoi démolir les immeubles réglerait-il le problème ? Au mieux, ça le déplacera.

Marcel : je suis bien d'accord. L'intérêt général implique une vision de la ville. Leur projet, celui développé par le GPV, c'est une ville propre pour les

gens de l'Aérospatiale ou du Canceropôle, des classes moyennes, une ville débarrassée des familles aux revenus précaires.

Je pense que nous devons aussi développer notre propre vision de notre ville : une ville pour tous. C'est un axe à travailler. Le point que nous avançons : **Pas de démolition, une rénovation** ! va dans ce sens. Mais il faut l'inscrire dans une réflexion plus large.

Si on prend l'argument sécuritaire, c'est un argument qu'ils n'utiliseraient jamais à propos du centre-ville, ou un trafic existe. On a maintenant une quinzaine d'années de démolitions d'expérience, ça n'a en rien arrêté le trafic. A Bellefontaine, où ils ont pas mal détruit, les dealers font maintenant leur business à côté du commissariat !

Un commandant de police nous a bien dit en réunion d'habitants qu'il valait mieux

laisser une économie parallèle que d'avoir des émeutes de la misère régulièrement !

Karine : Oui, ils cherchent la paix sociale. Je me rappelle, en 93, il y avait des îlotiers qui patrouillaient à pied par 2 ou 3, tranquillement, ils discutaient avec les gens. Il y avait du trafic bien sûr, mais ce n'était pas comme maintenant.

Marcel : Mais Sarkozy, qui était ministre de l'intérieur l'a dit : *"Le rôle de la police n'est pas de se lier aux gens"*. Et maintenant, c'est la police qui décide de ce qu'il faut détruire dans le quartier ! Pour moi, c'est un aveu d'impuissance de leur part.

Anne : Pour moi, c'est un aveu d'échec de leur part, et ils le camouflent sous le masque de l'intérêt général.

Khalid : en tout cas, ce n'est pas l'intérêt général des habitants du quartier.

Jean- Louis : Avec cet argument de l'intérêt général, ils culpabilisent les gens : *"Si tu t'opposes à la démolition, tu es un sale égoïste qui ne penses qu'à toi."* Aujourd'hui, on est habitué à ça, ils font la guerre aux gens pour leur bien, ils détruisent les bidonvilles des roms pour leur bien etc... C'est devenu un justificatif pour faire accepter le pire.

La seule justification possible à l'argument de l'intérêt général, c'est : est-ce que ça va réellement dans le sens d'un mieux pour les gens ?

Jean- Louis : On a déjà pas mal d'éléments pour développer sur ce qui va dans le sens de l'intérêt général et ce qui va contre :

- détruire des logements comme ceux-là dans l'état de crise actuelle, c'est contre l'intérêt général. Au porte à porte, des gens nous le disent : *"On travaille à la journée, avec quoi on va payer un loyer plus élevé, un chauffage électrique, sans parler du déplacement ?"*
- Il y a aussi la question financière : la destruction de Messenger est chiffrée à 18 millions d'euros d'argent public. Sans

compter le prix de la reconstruction, toujours financée par des fonds publics, même si ensuite, un tiers au moins des logements seront privés. C'est l'intérêt général de gaspiller l'argent des contribuables ? Nous demandons que cet argent serve à une rénovation de l'immeuble, comme ça s'est fait ailleurs.

Comment on définit l'intérêt général ? Si on ne part pas de la vie des gens, c'est du bidon, un prétexte pour justifier la violence contre les habitants les plus fragiles de la ville, au service des promoteurs. On sait bien qu'ici, le terrain vaudrait de l'or sans la population actuelle, avec le cadre du lac, la proximité des péripys, le métro, le bus, etc... sans parler des services.

L'intérêt général tel qu'ils le comprennent et l'appliquent, c'est leur intérêt particulier, pas celui des habitants.

Brigitte : Nous faisons avancer l'intérêt général, parce qu'on avance des idées pour tous, parce qu'on permet aux gens

de se positionner, de dire ce qu'ils veulent, de prendre conscience qu'ils ont leur rôle à jouer, qu'ils peuvent prendre la main sur leur vie, et ne pas subir simplement une décision externe. C'est énorme : une dame nous disait au porte à porte : *« Mais alors, on a le droit de refuser, de dire qu'on veut rester ! »*

On fait aussi avancer l'intérêt général parce qu'on commence à développer un esprit collectif, et qu'on a été amenés à réfléchir à des questions qui touchent à la vie quotidienne des habitants, comme les jeunes qu'on a pu convaincre de dealer au-dehors du hall, ou la question de la propreté des parties communes, etc...

Marcel : Si on y réfléchit, tout le temps qu'on passe pour la mobilisation, les réunions, les permanences, le porte à porte, on le fait gratuitement, pour tout le monde. On peut parler de travail d'intérêt général.

Anne : On travaille à ce que les gens se prennent plus en main, dans un rapport collectif. Pour moi, c'est un objectif d'intérêt général.

Propos recueillis par Brigitte

La Lettre Ouverte qui suit est adressée par des habitants d'un immeuble au directeur de la Société d'HLM "Les Chalets" qui organise (dans le cadre du GPV) le délogement forcé des habitants d'un ensemble de 176 grands logements. Elle est mise en débat dans tout le quartier de Reynerie.

LETTRE OUVERTE A MONSIEUR COLTAT, DIRECTEUR GENERAL DE LA SA DES CHALETS

Arrêtez de mettre la pression sur les Résidents de Messenger,

Vous convoquez les locataires pour leur annoncer que Messenger va être démoli et qu'ils doivent quitter l'immeuble.

c'est faux : à l'heure actuelle, il n'y a aucun acte officiel qui valide la démolition, c'est seulement un projet

Vous leur dites qu'il faut faire vite, qu'ils n'ont que 3 choix, et que s'ils refusent, leur bail sera résilié.

C'est faux : tant que la démolition n'est pas actée, il n'y a aucune limite de refus.

Vous leur affirmez que loyer et charges seront identiques :

c'est faux : pour la même surface,

il n'existe pas sur Toulouse d'appartements au même prix ailleurs que dans le quartier.

Arrêtez de donner de fausses informations,

Arrêtez de nous mépriser

Arrêtez de nous culpabiliser,

Arrêtez de saper le moral des habitants,

Arrêtez de nous menacer,

C'est inhumain !

Vous murez des appartements spacieux, confortables alors que tant de personnes ont du mal à se loger sans l'aide de la famille, que certains dorment dans leur voiture ou que d'autres sont complètement exclues du logement faute de garanties suffisantes, C'est inhumain !

Pourtant, vous affirmez partout que vous mettez "***l'humain au coeur de l'habitat***".

Alors, prouvez-le, changez vos méthodes et remplissez vos fonctions de bailleur social

- . En réouvrant les appartements scellés pour les relouer aux familles demandeuses de logement HLM à Reynerie, depuis des années pour certaines !
- . En respectant le souhait des résidents de rester dans l'immeuble,
- . En répondant aux demandes justifiées de changement d'appartement, immédiatement réalisables au vu du nombre de logements actuellement vacants par votre volonté.
- . En abandonnant votre projet de démolition et en réfléchissant, avec les résidents, à la rénovation de l'immeuble.

Mettre l'humain au coeur de l'habitat, c'est d'abord écouter les habitants, les respecter, ne pas les juger en fonction de leurs revenus, de leur compte en banque.

Nous ne sommes pas des grains de poussière qu'un décideur balaie d'un revers de main, nous ne sommes pas des playmobils qu'un urbaniste déplace sur sa maquette, **nous sommes des personnes**, nous avons une vie, une pensée, une histoire, et nous affirmons, de façon massive, que nous refusons la démolition de notre immeuble et le délogement forcé.

Nous voulons une rénovation, qui améliore nos conditions de vie.

« Nous ne sommes pas de la poussière »

CAPACITE POLITIQUE DES GENS ET DISTANCE A L'ETAT : UN POSSIBLE A L'OEUVRE.

Nous travaillons à formuler où en est notre pensée sur la politique, sur la pratique que nous en avons, et sur le rapport à l'organisation qu'induit cette pensée singulière de la politique.

Comme vous le savez peut-être, pour nous la politique est de l'ordre du subjectif, il ne s'agit donc pas d'une analyse du système capitaliste d'oppression ou d'une proposition de société alternative, mais bien de chercher, à partir de pratiques réelles, les chemins d'une capacité des gens à distance de l'Etat.

Ce travail de formulation, en chantier permanent, n'est donc pas un énième manifeste, mais vaut proposition d'action.

Nous publierons ici régulièrement l'avancée de nos travaux et débats.

Le texte qui suit a servi d'introduction à une Rencontre dans le cycle des « Rencontres pour penser l'Aujourd'hui » que nous tenons régulièrement.

N'hésitez pas à envoyer points de vue, critiques, commentaires.

A l'issue de plusieurs années de pratique, d'expériences, de réflexions sur la politique, nous pouvons aujourd'hui affirmer qu'il est possible d'inventer et de déployer une capacité politique permettant "un agir" libéré de la question du pouvoir d'état ; une politique dont le centre est ce qui arrive aux gens et ce qu'on veut (et non ce qu'on refuse).

A quiconque s'intéresse et s'interroge sur la possibilité, pour aujourd'hui, d'une politique du côté des gens, (qu'on

l'appelle "d'émancipation" ou autrement), nous pouvons dire que c'est à partir de cette double question : capacité des gens et distance à l'Etat, que se jouent les choses et qu'il faut accepter de les réfléchir.

Cette politique, nous la proposons pour l'instant sous la forme suivante :

Faire exister une capacité, une puissance des gens, à distance de l'Etat.

Décider que l'état ne doit plus être le centre de la politique, décider au contraire de bâtir cette politique volontairement à distance de l'Etat, cela exige pour la pensée, pour l'action, des ruptures importantes.

Car on voit bien que l'Etat reste le centre de la pensée et de l'action dans la plupart des tentatives ou propositions diverses, même sous des formes différentes (*par exemple : en appeler à "un autre Etat", que ce soit par les élections ou la révolution ; en appeler à sa destruction immédiate ou par "transitions" ; ou alors la tentative d'ignorer l'Etat "en se retirant du monde tel qu'il va, afin d'inventer de nouveaux rapports sociaux", etc..*).

Pour rompre avec ce mode ancien, et créer les conditions d'une autre approche, nous partons de 2 postulats :

1) les gens pensent, ce qui se matérialise par la mise en place de processus :

Ce que nous appelons processus, ce sont des moments où des gens se constituent et se mettent en « capacité à » : capacité à penser et dire ce qu'ils veulent, pour tous, sous la forme de principes et de propositions précises qui en découlent ; capacité à traiter et tenir ces points face à l'Etat, responsables politiques ou administratifs ;

Dans ces processus, une puissance se dégage clairement à partir de ce que l'on veut, du point de la vie des gens, et non du point de l'Etat : ainsi une distance à l'état existe dans ces

moments-là car une capacité politique singulière existe, en intériorité. Une efficacité se met en place, un rapport serré au réel existe.

Ces processus, donc cette capacité à distance de l'état, se déploient dans des séquences précises : séquences dont la durée varie et dépend de la décision subjective des acteurs de ces processus. Cette durée peut-être liée à la mise en place effective d'un principe énoncé au départ, ou au constat d'une impasse à un moment donné (ce point sera développé à partir d'exemples précis).

A la fin de ces processus, la séquence s'achève, les lieux créés pour penser et mener ce travail se ferment. Il ne reste alors que ce qui a eu lieu, et qui en général n'est pas négligeable (*des principes nouveaux sont sortis, des batailles ont transformé la situation, le réel est modifié, des subjectivités ont changé...*).

2) La politique se pense à partir d'elle-même, et non à partir de pré-requis ou de décisions prises en amont ou en dehors des processus.

C'est dans les processus, à partir de leur propre volonté, de leur propre décision, que les gens inventent les principes, mènent la bataille, font des bilans, ils ne s'y autorisent que d'eux-mêmes.

Notre expérience là-dessus est importante : papiers, droits, jeunesse et école, logement... Sur tous ces points, nous avons une histoire propre, avec ses inventions intellectuelles, ses inventions de lieux, ses batailles, son

rapport au réel fait d'enquêtes, de rapports aux situations, aux gens.

Cependant, **TENIR LA DISTANCE** (*au sens d'être dans un rapport constant au réel, à sa transformation et à ce que pensent les gens en situations ; et d'être capables de penser ce réel et de se laisser interpeller par*) et **SE TENIR A DISTANCE DE L'ETAT** demande une permanence que ne permettent pas, à eux seuls, les processus cités plus haut.

Cette permanence se matérialise pour l'instant dans un lieu, lieu qui donne du souffle car il permet de penser les situations politiques dans leur diversité, et permet la possibilité d'une intelligence collective sur la pensée de la politique à l'oeuvre.

- Ce lieu est aussi lieu d'expériences et d'apprentissages de ce "métier" particulier, ***qui est d'inventer la politique en la faisant et en la pensant***, avec ceux qui décident d'en être.
- Lieu de disponibilités pour ouvrir à de nouveaux processus et où l'on se laisse interpeller par des situations nouvelles portées par tel ou tel.
- Nous savons aussi ce que ce lieu ne doit pas être : ni un parti, ni une

avant-garde, ni rassemblement de "gardiens du temple", ou "chefs d'orchestre".

Ce lieu s'invente et se modifie au fur et à mesure que nous apprenons et défrichons ces nouveaux chemins de la politique, celle pour aujourd'hui, qui à la fois fait défaut et commence à exister.

Dire enfin, pour s'en libérer et explorer des "terres nouvelles", que l'Etat n'est ni un but, ni un obstacle dans notre proposition politique.

Désobjectiver la politique (*le pouvoir, le parti, le projet de société...*), c'est, au plus près du réel et de sa transformation possible, mettre toute question et mener tout travail, toute enquête, du point de la capacité possible des gens.

Du point des gens/du point de l'Etat : voilà la vraie rupture à penser et mener.

Toute politique "d'émancipation" doit se travailler, se penser, ***comme devant permettre de faire émerger des possibles, des pensées, du point des gens.***

Jean-Louis



~ SOMMAIRE ~

◆ *Editorial : "Pour des groupes de travail qui se lient et enquêtent auprès des gens menacés de délogement et de déplacement forcé " Page 1 ;*

◆ *"Démolir les bâtiments, c'est démolir aussi les gens !
Notre travail pour la rénovation, contre la démolition, participe de l'intérêt général "
Page 3 ;*

◆ *"Lettre Ouverte d'habitants à la Société HLM" Page 8 ;*

◆ *"Capacité politique et distance à l'Etat : un possible à l'oeuvre" Page 9 ;*

◆ *Pour se rencontrer, Page 12 ;*



POUR SE RENCONTRER :

⇨ NOUS TENONS DES PERMANENCES JURIDIQUES
TOUS LES LUNDIS DE 17H À 19H

⇨ DES RÉUNIONS RÉGULIÈRES SE TIENNENT LE SAMEDI

⇨ POUR PLUS D'INFOS NOUS JOINDRE AU : 06-13-06-94-62

NOUS ÉCRIRE À : ouvriersgensdici@free.fr

⇨ SUR INTERNET, RETROUVEZ-NOUS SUR : <http://www.ouvriersgensdici.net> ou
<http://ouvriersgensdici.free.fr>